

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Le laboratoire bolivien

Richard Fidler

Numéro 17, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84481ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fidler, R. (2017). Le laboratoire bolivien. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 204–206.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le laboratoire bolivien

RICHARD FIDLER¹

Dans le paysage contemporain, la Bolivie a vu de nouveaux mouvements se développer parallèlement aux organisations syndicales prolétariennes qui ont occupé une place importante au vingtième siècle et qui se sont effondrées dans les années 1980 sous l'assaut des politiques néolibérales. Les mouvements communautaires, qui ont remplacé les organisations syndicales, disposent d'assises ethniques et territoriales. Les populations des bidonvilles se sont soulevées lors d'immenses mobilisations, telles la « guerre du gaz » et la « guerre de l'eau ». Plus tard, elles ont même renversé des gouvernements. En octobre 2003, elles ont mené une véritable insurrection à El Alto, un immense bidonville à côté de La Paz, pour revendiquer la nationalisation du secteur des hydrocarbures, l'arrêt des privatisations, l'élection d'une assemblée constituante et la rédaction d'une nouvelle constitution. Le Mouvement vers le socialisme (MAS) s'est défini comme l'expression électorale de ces mouvements; il a remporté des victoires au niveau municipal et au parlement national; enfin, avec l'élection d'Evo Morales, il a remporté la présidence de la République en 2006.

Les avancées

Après son élection, le MAS a effectué des changements. Les ressources en hydrocarbures sont devenues la propriété du peuple. Un nouveau système de fiscalité et de redevances a fait passer la proportion des recettes de l'État issues des profits des entreprises transnationales de 18 à 70 %. D'autres secteurs, comme le transport, les communications, les mines et les services de base ont été partiellement nationalisés. Les revenus tirés des industries stratégiques sont mis au service de l'industrialisation, du développement agricole, de la construction de logements et d'autres programmes sociaux. Certes, l'économie reste très dépendante des exportations de matières premières non renouvelables (80 % de la valeur des exportations totales). Cependant, une gestion prudente a permis à la Bolivie de passer à travers la chute récente du prix des ressources naturelles d'une manière plus efficace que celle du Venezuela. La dette externe ne représente que 25 % du PIB, tandis que les réserves en devises ont augmenté (50 % du PIB). Le taux de change entre le boliviano, la monnaie locale, et le dollar américain n'a presque pas bougé depuis 2012. Depuis 2005, le PIB a triplé, de même que le salaire minimum. Les transferts financiers vers les personnes âgées, les enfants et les mères enceintes ont réduit les inégalités de revenus et la mortalité infantile et élevé la scolarisation. Cependant, la Bolivie

1 Juriste retraité et militant social et politique de la région d'Ottawa.

reste un pays capitaliste. Les petits entrepreneurs autochtones, les *comerciantes populares*, sont insérés dans les interstices du capitalisme bolivien et mondial. En somme, l'économie bolivienne reste dominée par le secteur privé² qui représente 53 % du PIB, à peine un peu moins qu'en 2005. La propriété étatisée représente 20 % de l'économie (14 % en 2005), le secteur privé étranger, 9 %. Pour leur part, les secteurs communautaire (6 %) et coopératif (2 %) n'ont que la portion congrue.

L'enjeu démocratique

Tenant sa promesse, le gouvernement du MAS a entrepris d'élaborer une nouvelle constitution, qui a été ratifiée par un référendum en 2009³. Celle-ci élargit les formes démocratiques représentatives et reconnaît les formes de la démocratie directe établies dans les sociétés autochtones et paysannes. Sur le plan technique, la représentation proportionnelle facilite une plus grande participation des partis au sein des législatures nationale et départementales. Du point de vue de la démocratie directe, on a intégré l'idée de référendums grâce à des initiatives citoyennes. On a également reconnu le droit des nations autochtones de choisir leurs représentants et représentantes selon des usages et habitudes non partidaires. Pour le MAS et ses partisans, dépasser le néolibéralisme n'est pas assez. Leur but, c'est le « socialisme communautaire », le *buen vivir*, le résultat d'une fusion entre la cosmovision autochtone et paysanne, philosophie et alternative civilisationnelle, et le socialisme, forme d'organisation de la vie sociale qui permet la construction de rapports sociaux en rupture avec ceux construits et reproduits par le capital.

Les rapports entre le gouvernement et les mouvements sociaux

La majorité des mouvements sociaux ont appuyé et continuent d'appuyer le gouvernement du MAS. Mais ici et là, des luttes surgissent, qui critiquent les détournements de fonds par des leaders du MAS, un phénomène pas tout à fait surprenant dans une société encore dominée par le marché.

Parallèlement, le MAS demeure un parti enraciné dans le monde rural et peine à mobiliser les populations urbaines, majoritaires en Bolivie. En tant que parti de gouvernement, il attire bon nombre d'opportunistes dans un contexte où l'économie reste dominée par le travail informel et où les possibilités d'emploi officiel dans les institutions, la fonction publique et même les entreprises sont limitées. Selon García Linera, la stratégie du gouvernement s'inspire à la fois de Lénine et de Gramsci : c'est une « guerre de position », prolongée, culturelle

2 Carlos Arze Vargas et Javier Gómez, « Bolivia: ¿El "proceso de cambio" nos conduce al Vivir Bien ? », dans Carlos Arze, Javier Gómez, Pablo Ospina et Victor Alvarez, *Promesas en su laberinto. Cambios y continuidades en los gobiernos progresistas de América Latina*, La Paz, IEE/CEDLA/CIM, 2013.

3 *Constitución Política del Estado de plurinacional de Bolivia*, <www.harmonywithnatureun.org/content/documents/159Bolivia%20Consitucion.pdf>.

et idéologique qui, lors des moments décisifs du conflit de classe, peut se transformer en une « guerre de mouvement » et permettre l'instauration de nouveaux rapports de classe et l'hégémonie d'un bloc social en émergence⁴.

En 2008 justement, un affrontement est survenu entre le gouvernement et l'élite créole des plaines du Sud-Est, opposée à la reconnaissance constitutionnelle des droits autochtones. Au bout du compte, la mobilisation appuyée par l'intervention militaire organisée par le gouvernement du MAS a été victorieuse. Pour le vice-président de la Bolivie, ce moment a constitué une rupture décisive et résolu le rapport contradictoire entre l'ancien État et le nouvel État plurinational en émergence. En réalité, le gouvernement du MAS gouverne à partir d'un compromis avec les élites, ce qui entrave le monde paysan et ses aspirations communautaires. Ainsi les élites ont été incorporées dans la stratégie économique du gouvernement, en dépit du discours communautaire du MAS.

4 Álvaro García Linera, « El proceso boliviano en clave regional », *La Migraña*, n° 16, 2015, p. 12-23.